

SYRIE

Cinq civils tués à Homs

Cinq civils, dont une femme, ont été tués hier et neuf blessés par les tirs des milices loyales au régime du président Bachar al-Assad à Homs, épice de la contestation dans le centre de la Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

«Cinq personnes dont une femme ont été tuées et neuf autres blessées lorsque des shabbiha armés (milices pro-régime) ont ouvert le feu aveuglément sur la boulangerie al-Khatib et l'on brûlée», a précisé l'OSDH, en citant des habitants à Homs.

Dans la ville d'Ariha dans la province d'Idlib (nord-ouest), cinq civils ont été blessés par les tirs des forces de sécurité. Celles-ci ont, en outre, «pilonné aux obus de mortier le village Balioun à Jabal al-Zawiya où s'étaient rassemblés des centaines de déserteurs», a-t-elle ajouté.

Dans cette même province, des affrontements violents entre soldats et déserteurs ont eu lieu sur la route entre les localités de

Maarata et Arnaba. «Vingt soldats ont fait dissidence.

Cinq d'entre eux ont été tués et les 15 autres ont pu fuir», a poursuivi l'OSDH. Dans l'Université d'Alep (nord), deuxième ville de Syrie, les forces de sécurité ont arrêté neuf étudiants dont le sort est inconnu. Les étudiants avaient crié dans la nuit des slogans «Allah Akbar» à l'intérieur de la cité universitaire, selon l'OSDH basée en Grande-Bretagne.

Dans la banlieue de Damas, un transport de troupes blindé et des



Photo : DF

voitures d'agents de sécurité ont pris d'assaut la ville de Douma, où des coups de feu ont été tirés sans discrimination, selon la

même source. Par ailleurs, la ville de Zabadani, à 45 km à l'ouest de Damas, où les manifestations contre le régime sont importantes,

est «encerclée et pilonnée à distance par les chars pour la quatrième journée consécutive», a indiqué l'OSDH.

M. Assad avait promulgué dimanche une amnistie générale pour les personnes impliquées dans la révolte qui secoue son régime depuis 10 mois, mais sa crédibilité est fortement entamée ayant annoncé de précédentes amnisties et alterné depuis le début de la contestation promesses de réformes et répression.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a enjoint dimanche M. Assad d'«arrêter de tuer». Depuis le 15 mars, la répression sans répit a fait plus de 5 000 morts selon une estimation de l'ONU au début décembre.

NIGERIA

Les syndicats suspendent la grève après l'intervention des forces de sécurité

Les syndicats nigériens ont annoncé hier la «suspension» de la grève générale d'une semaine provoquée par la hausse du prix de l'essence peu de temps après l'intervention en force des forces de sécurité à Lagos contre plusieurs centaines de personnes voulant manifester.

«Les syndicats et leurs partenaires annoncent formellement la suspension de la grève, des rassemblements et des manifestations à travers le pays», a déclaré à la presse à Abuja le chef de la puissante centrale syndicale nigérienne, le Nigeria Labour Congress, Abdulwahed Omar.

A Lagos, métropole économique, environ 300 manifestants ont protesté dans la rue, en jugeant insuffisante une première concession du président Goodluck Jonathan qui avait annoncé dans la nuit une baisse du prix de l'essence. Les forces de sécurité ont procédé à des tirs de sommation et utilisé des gaz lacrymogènes à Lagos pour les disperser tandis que les autorités prenaient des mesures pour empêcher les rassemblements dans le pays dans le cadre de la grève générale. Ce mouvement national, paralysant le pays le plus peuplé d'Afrique, avait commencé le lundi 9 janvier, après la fin des subventions aux carburants qui a provoqué une flambée des prix à la pompe. Les autorités prenaient parallèlement d'autres mesures pour empêcher les rassemblements dans le pays. Toujours à Lagos, la police a effectué un raid d'une vingtaine de minutes dans les bureaux de la chaîne de télévision américaine CNN, sans qu'on sache s'il était lié au mouvement de protestation contre la hausse du prix des carburants. Dans les bureaux de CNN, des membres de la police secrète sont passés outre la sécurité et ont posé des questions sur le nombre d'expatriés et les autorisations de travail, selon un témoin. Pour la première fois depuis le début du mouvement lancé le 9 janvier, des

soldats armés se sont déployés et ont érigé des barrages aux points stratégiques de la capitale économique du Nigeria. Ils interdisaient notamment l'accès au principal lieu des grandes manifestations de la semaine dernière, un parc, et occupaient le terrain lui-même, a constaté l'AFP. Le dispositif militaire a été mis en place alors que le président Jonathan faisait une première concession, en annonçant une baisse de 30% du prix de l'essence pour tenter de stopper le mouvement. «Compte tenu des difficultés rencontrées par les Nigériens (...), le gouvernement a approuvé une baisse du prix du carburant à 97 nairas le litre», a-t-il déclaré dans une adresse télévisée. La brusque suppression au 1^{er} janvier des subventions des carburants a entraîné le doublement du prix de l'essence à la pompe,

passé de 65 nairas le litre (0,40 dollars, 0,30 euros) à 140 nairas ou plus du jour au lendemain. M. Jonathan a toutefois refusé de céder sur le fond, affirmant que «le gouvernement allait continuer de poursuivre une déréglementation complète du secteur pétrolier». «Je demande instamment aux dirigeants syndicaux d'appeler à la fin de la grève et à la reprise du travail», a ajouté le président. Le gouvernement a justifié l'arrêt de subventions aux carburants, quelque 8 milliards de dollars, pour financer la modernisation des infrastructures du pays. Mais le doublement du prix de l'essence frappe durement une population dont la majorité vit avec moins de deux dollars par jour. Si les grandes centrales ont dit vouloir poursuivre la grève, le principal syndicat du secteur pétrolier, le Pengassan, a répété

dimanche qu'il n'envisageait pas dans l'immédiat la fermeture des plate-formes offshore. Une grève du secteur du pétrole marquerait un net durcissement du conflit, le brut représentant 90% des exportations du Nigeria. Le président a aussi affirmé que les manifestations avaient été «détournées» par des gens cherchant à semer «discorde, anarchie et insécurité».

Outre les protestations sociales, le Nigeria est aux prises avec un conflit récurrent entre chrétiens et musulmans qui a connu un regain d'acuité après des attentats anti-chrétiens revendiqués par le groupe islamiste Boko Haram.

Ces violences ont depuis Noël fait une centaine de morts et quelques manifestations organisées dans le cadre de la grève générale ont donné lieu à des violences à caractère confessionnel.

ÉGYPTE

Les élections présidentielles se tiendront à la mi-juin

Les élections présidentielles en Égypte se tiendront à la mi-juin, a annoncé dimanche soir le général Mohssine Fanjari, membre du conseil suprême des forces armées égyptiennes.

M. Fanjari a déclaré à la presse que l'ouverture du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle aura lieu en avril prochain. Il a également précisé que le maintien de l'actuel gouvernement de Ganzouri reste tributaire de la décision de l'Assemblée du peuple, qui tiendra sa première séance le 23 janvier.

La semaine dernière, le ministre égyptien des Affaires du conseil de la choura et de l'Assemblée du peuple, Mohamed Attia, avait fait savoir qu'une Assemblée constituante pour l'élaboration de la nouvelle Constitution sera mise sur pied lors d'une réunion conjointe du Conseil de la choura et de l'Assemblée du peuple. Le responsable a ajouté que cette réunion sera tenue après l'achèvement des

élections parlementaires début mars, relevant que cette assemblée aura un délai d'un mois pour élaborer une nouvelle Constitution, qui sera soumise à une consultation référendaire pour adoption.

Tantaoui en Libye pour sa première visite d'Etat à l'étranger

Le maréchal Hussein Tantaoui, chef d'Etat de fait de l'Égypte depuis la chute de Hosni Moubarak, est arrivé hier en Libye pour sa première visite officielle à l'étranger, a constaté un photographe de l'AFP. Le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) a été accueilli à l'aéroport international de Tripoli par le président du Conseil national de transition libyen (CNT), Moustapha Abdeljalil. Il doit également s'entretenir avec le Premier ministre Abdel Rahim al-Kib. Cette visite vise à renforcer les relations entre les deux pays voisins, où des révolutions ont chassé les dirigeants du pouvoir en 2011. Avant

le conflit qui a renversé Mouammar Kadhafi, plusieurs centaines de milliers d'Égyptiens vivaient en Libye.

Il s'agit de la première visite d'Etat à l'étranger du maréchal Tantaoui depuis qu'il dirige le CSFA, arrivé au pouvoir après la chute du régime du président Hosni Moubarak en février après 18 jours de révolte. Selon un responsable militaire égyptien, «elle vise à définir de nouvelles perspectives de coopération et à contribuer à la reconstruction de la Libye», dévastée par un conflit armé de huit mois.

Le maréchal a été précédé à Tripoli par une importante délégation formée de ministres et d'hommes d'affaires, les discussions avec le CNT, qui assure le pouvoir intérimaire en Libye, devant porter sur les projets d'infrastructures et de reconstruction.

Selon l'agence officielle égyptienne Mena, des accords et protocoles de coopération doivent être signés, dont l'un sur l'entrée des travailleurs égyptiens en Libye et leurs droits.

IRAK
L'ambassadeur turc convoqué pour des accusations d'ingérence

Le ministère irakien des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur turc en Irak Yunus Demirer pour lui faire part de sa «préoccupation» suite à des «ingérences» turques dans la politique intérieure irakienne, selon un communiqué daté d'hier.

Le vice-ministre des Affaires étrangères Jawad al-Doruki lui a exprimé «les préoccupations du gouvernement irakien au sujet de remarques récemment faites par des responsables turcs au sujet d'affaires intérieures irakiennes et qui pourraient affecter négativement les relations entre les deux pays». Ankara devrait «éviter tout ce qui pourrait perturber les bonnes relations bilatérales», selon le communiqué. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait appelé la semaine dernière les dirigeants des différents groupes politiques et religieux d'Irak à empêcher l'éclatement d'un «nouveau conflit fratricide», alors que le pays est plongé dans une grave crise politique qui fait craindre une résurgence de violences confessionnelles. Il avait aussi plaidé en faveur de mesures pour faire baisser la tension et éviter les pressions politiques autour d'un éventuel procès du vice-président irakien, le sunnite Tarek al-Hachémi, accusé d'avoir orchestré des attentats et actuellement réfugié au Kurdistan irakien.

L'ambassadeur turc a toutefois répondu que les remarques incriminées «portaient d'une bonne intention» et promis d'informer son gouvernement de la position irakienne, selon le communiqué. Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki avait déjà dénoncé vendredi les «ingérences» de la Turquie, notamment en matière d'autorité judiciaire, et prévenu que Bagdad «ne permettrait absolument pas cela».